

A R R E T E n° 97-DRLP- 38

déclarant d'intérêt général et autorisant la création d'une réserve d'eau sur les communes de BOURNEZEAU et ST HILAIRE LE VOUHIS, déclarant d'utilité publique les travaux de construction du barrage de la Sillonnière et de ses ouvrages annexes, déclarant d'utilité publique la mise en place de périmètres de protection de la retenue et emportant la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de BOURNEZEAU.

**Le Préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

- VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- VU le Code de l'urbanisme,
- VU le Code de la santé publique et notamment l'article L-20,
- VU le Code rural,
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995,
- VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles, modifié par le décret n° 95-363 du 5 avril 1995,
- VU le décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la lutte contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole,
- VU le décret n° 93-1182 portant application de l'article 31 de la loi n° 92-3,
- VU les décrets n° 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 portant application de l'article 10 de la loi n° 92-3,
- VU le décret n° 94-354 du 29 avril 1994 relatif aux zones de répartition des eaux,
- VU le décret n° 95-40 du 6 janvier 1995 relatif aux procédures d'autorisation prévues aux articles L.232-3 et L.232-9 du Code Rural,
- VU le décret n° 96-626 du 9 juillet 1996 portant application de l'article 15 de la loi n° 92-3 et relatif à l'institution de débits affectés,
- VU l'arrêté ministériel du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives fixées par les articles 4, 5, 15, 16 et 17 du décret n° 89-3 précité,
- VU la délibération en date du 6 décembre 1995 du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Plaine de LUCON, sollicitant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la D.U.P. des travaux de construction du barrage de la Sillonnière et de ses ouvrages annexes, à l'autorisation de création d'un plan d'eau au titre de la loi n° 92-3 susvisée, à la mise en conformité du Plan d'Occupation des Sols de BOURNEZEAU et à la création de périmètres de protection autour de la retenue,
- VU l'arrêté n° 96-DRLP-207 en date du 27 février 1996 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique,
- VU les résultats de l'enquête publique réalisée dans les communes de CHANTONNAY, ST HILAIRE LE VOUHIS, BOURNEZEAU, STE HERMINE, THIRE, LA REORTHE, BESSAY, MOUTIERS SUR LE LAY, STE PEXINE, MAREUIL SUR LAY DISSAIS, du 1^{er} avril au 3 mai 1996,
- VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, en date du 19 novembre 1995,
- VU l'avis favorable du Comité technique permanent des barrages, en date du 18 septembre 1995,
- VU l'avis favorable du préfet de région Centre, coordonnateur de bassin, en date du 18 juillet 1996,
- VU l'avis favorable du DIREN, en date du 1^{er} juillet 1996,
- VU le rapport de la commission d'enquête, daté du 3 juin 1996, conclu par un avis favorable sans réserve à toutes les demandes du Syndicat de la Plaine de LUCON,
- VU l'avis de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Vendée, en date du 25 juillet 1996,
- VU le procès-verbal de clôture de l'instruction mixte à l'échelon local,
- VU les délibérations des conseils municipaux des communes susvisées conclues par des avis favorables,
- VU le Plan d'Occupation des Sols de la commune de BOURNEZEAU
- VU la délibération du conseil municipal de BOURNEZEAU relative à mise en compatibilité du plan d'occupation des sols,
- VU les dispositions du SDAGE Loire-Bretagne portant sur les débits objectifs,
- VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du 25 septembre 1996,
- SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Vendée,

.../...

A R R E T E :

Article 1 - Est déclarée d'intérêt général la création de la réserve d'eau de la Sillonnière, sur les communes de BOURNEZEAU et ST HILAIRE LE VOUHIS, par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Plaine de LUCON.

Article 2 - Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction du barrage de la Sillonnière, ses ouvrages annexes (voirie d'accès, rétablissement des routes départementales n° 7 et 48) et les périmètres de protection en vue de l'alimentation de l'usine de production d'eau potable de l'Angle-Guignard, du soutien d'étiage du fleuve le Lay et la rivière la Smagne, et de la fourniture d'eau destinée à l'irrigation des cultures des adhérents (personnes physiques ou morales) de l'Association Vouraie - Moyen Lay - Smagne.

Pour des raisons techniques imposant une modification de son emplacement, la retenue amont fera l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation, au titre de l'article 10 de la loi sur l'eau (n° 92-3) ; cette demande pourra être conjointe à celles visant la création de retenues secondaires sur le cours amont de la Vouraie et les vallées affluentes à la retenue principale.

Article 3 - Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Plaine de LUCON est autorisé à prélever une partie des eaux de la rivière La Vouraie au moyen d'une prise sur la retenue à établir sur le territoire de la commune de BOURNEZEAU en vue de la production d'eau potable.

Article 4 - Le barrage de la Sillonnière crée une retenue artificielle.

Le niveau légal de la retenue est fixé à la cote 50,00 m IGN 69.

Le niveau des plus hautes eaux à la crue de projet est fixé à 51,60 m IGN 69.

La crête de l'ouvrage est arasée à la cote 53,00 m IGN 69.

La capacité de la retenue à son niveau légal est de 5.430.000 m³.

La superficie du plan d'eau est de 76 ha 03 a.

Article 5 - Les caractéristiques de l'ouvrage seront conformes à celles précisées dans le dossier technique soumis à enquête et approuvé par le Comité technique permanent des barrages.

L'ouvrage sera réalisé en terre compactée avec noyau épais d'étanchéité.

La canalisation de restitution et de vidange aura un diamètre de 1.100 mm, et sera équipée d'une prise de 700 mm pour le soutien d'étiage et l'irrigation.

La prise d'eau à destination de l'usine de l'Angle-Guignard sera effectuée dans une tour équipée de 3 vannes aux cotes 46,00, 41,50 et 37 alimentant une canalisation de diamètre 800 mm.

Les vannes de garde et de prise sont de type papillon. La canalisation de vidange est munie d'une vanne de garde amont. Les vannes de restitution et de vidange sont de type à « jet creux ».

Le déversoir de crue sera réalisé en rive droite, de type latéral, arasé à la cote 50,00 m IGN 69, avec section de contrôle d'une largeur de 4 m à l'entrée du coursier. Le débit maximum à évacuer est de 120 m³/s à la cote 51,60 m.

Article 6 - Le barrage et ses annexes, aménagés sous le contrôle des Services de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt sont fondés et construits conformément au projet.

Avant toute mise en eau, les dispositions seront prises pour l'installation d'appareils qui permettront dès le premier remplissage :

- ♦ de déceler tout mouvement éventuel d'ensemble ou partiel de l'ouvrage.
- ♦ de suivre l'évolution de l'eau dans la fondation de l'ouvrage.

La responsabilité du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Plaine de LUCON, demeurera pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques relatives à la stabilité de l'ouvrage, à la dérivation des eaux et à l'évacuation des crues, qu'au mode d'exécution des travaux et à l'entretien ultérieur des ouvrages.

Article 7 - Les conditions d'exploitation de l'ouvrage sont définies par rapport à deux régimes hydrauliques :

- Régime des « hautes eaux » ou « régime d'hiver » s'étendant théoriquement du 1^{er} octobre au 1^{er} juin, période pendant laquelle le débit de la rivière est généralement important.
- Régime des « basses eaux » ou « régime d'été » s'étendant théoriquement du 1^{er} juin au 30 septembre, période pendant laquelle le débit de la rivière est généralement faible.

Article 8 - Le débit instantané maximal prélevé pour l'usine des eaux est fixé à 370 l/seconde, sans que le prélèvement quotidien puisse dépasser 26.400 m³.

En régime des « hautes eaux », les prélèvements pourront être effectués intégralement sur le volume écoulé dans la rivière.

La constitution de la réserve de la retenue devra obligatoirement être opérée pendant la période des « hautes eaux ».

En régime des « basses eaux », les prélèvements seront effectués uniquement sur le volume de la réserve.

Article 9 - Les dates fixées à l'article 7 ci-dessus ne pouvant être que théoriques, variables d'une année à l'autre en fonction des conditions climatiques, il appartiendra au Syndicat, en cas de nécessité, de demander au Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt chargé de la police de l'eau, que les dates correspondant aux changements de régime soient avancées ou retardées.

Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt pourra de son côté, pour sauvegarder les intérêts des riverains, imposer au Syndicat de réduire ou de prolonger la période d'application de l'un ou l'autre des deux régimes définis à l'article 7.

Article 10 - En période de basses eaux, un débit minimal de 41 l/s sera restitué en aval de l'ouvrage et constituera le débit réservé au sens de l'article L.232-5 du Code Rural. Un seuil jaugeur sera réalisé en aval de l'ouvrage pour permettre le contrôle de ce débit.

Article 11 - Un volume d'eau de 2.000.000 de m³ est affecté à la satisfaction des besoins de l'irrigation en aval de l'ouvrage, et sera délivré selon les prescriptions du décret n° 96-626 du 9 juillet 1996, entre les dates du 1^{er} juin et du 30 septembre de chaque année, sous réserve d'un remplissage optimal de la retenue. En cas, d'insuffisance constatée en début d'été, l'eau potable restera prioritaire, le volume affecté ci-dessus étant réduit.

En cas d'insuffisance de remplissage en fin d'hivers, les utilisateurs seront informés le 15 avril au plus tard de l'absence de garantie de fourniture maximum de 2.000.000 de m³. Un volume minimum sera alors communiqué à titre indicatif.

Le bénéficiaire de ce volume affecté est l'Association Vourai - Moyen Lay - Smagne (Union d'Associations Syndicales Autorisées et de Collectivités Locales).

Les cours d'eau ou portions de cours d'eau soumis à la présente réglementation sont :

- la Vourai en aval du barrage,
- le Petit Lay en aval de la confluence de la Vourai,
- le Lay de l'Assemblée des Deux Lays à la Chaussée de Péault (commune de Stc Péxine),
- la Smagne depuis le Gué de l'Aubraye en limite des communes de Thiré et de la Chapelle-Themer à l'usine de Châtelard (commune de Bessay),

ainsi que les canaux, fossés et nappes avec lesquels ils communiquent.

Le bénéficiaire du débit affecté devra établir avec les personnes physiques ou morales exploitant des installations de prélèvement sur ce débit, des conventions déterminant les dates et volumes des prélèvements autorisés. Copie de ces conventions devront être adressées au préfet de la Vendée dans un délai de deux ans à compter de la signature du présent arrêté.

L'attributaire adressera avant le 31 décembre de chaque année au préfet de la Vendée, un rapport décrivant l'exploitation et le résultat des contrôles du passage et de l'utilisation du débit affecté sur les portions de cours d'eau mentionnées ci-dessus (article 7 du décret n° 96-626 susvisé).

Article 12 - Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt est chargé de régler les modalités d'application du présent règlement d'eau, en particulier d'établir les consignes d'exploitation de l'ouvrage, et éventuellement d'apporter aux différents volumes et débits indiqués aux articles précédents, les modifications qui apparaîtraient indispensables à l'usage.

Ses services pourront également, à tout moment et en tant que de besoin, imposer au Syndicat la mise en place des dispositifs indispensables au contrôle des conditions d'application du présent règlement.

Article 13 - Il sera posé près du barrage, aux frais du Syndicat, en un point qui sera désigné par l'Ingénieur chargé de dresser procès-verbal de récolement, un repère définitif et invariable, du modèle adopté dans le département.

Visible par les tiers intéressés, ce repère dont le zéro indiquera seul le niveau légal de la retenue, devra toujours rester accessible aux agents de l'Administration qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux.

Le Syndicat sera responsable de la conservation du repère définitif.

Article 14 - Dès que les eaux dépasseront le niveau légal de la retenue, le Syndicat devra s'assurer du fonctionnement du système évacuateur. Il sera responsable de la surélévation du plan d'eau.

En cas de refus ou de négligence de sa part d'exécuter les manoeuvres en temps utile, il y sera pourvu d'office, à ses frais, à la diligence des autorités chargées de la police des eaux, et ce sans préjudice de l'application des dispositions générales encourues et de toute action civile qui pourrait lui être intentée, en raison des pertes de dommages résultant de ce refus ou de cette négligence.

Article 15 - Les eaux rendues à la rivière devront être dans un état de nature à ne pas apporter à la température ou à la pureté des eaux, un trouble préjudiciable à la salubrité publique, à la santé des animaux qui s'abreuvent dans la rivière ou à la conservation du poisson.

Toute infraction à cette disposition, dûment constatée, pourra entraîner le retrait de l'autorisation, sans préjudice s'il y a lieu des pénalités encourues.

Article 16 - Le Syndicat sera tenu de se conformer aux lois et règlements sur la pêche, ainsi qu'à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux.

Article 17 - Toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par l'autorité administrative, le Syndicat sera tenu d'effectuer le curage à vieux fond et à vieux bords du bief de la retenue, dans toute l'amplitude du remous.

Article 18 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 19 - Faute par le Syndicat de se conformer, dans le délai fixé, aux dispositions prescrites par le présent arrêté, l'Administration prendra les mesures nécessaires pour faire disparaître, aux frais du Syndicat, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions en matière de cours d'eau.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le Permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par le présent règlement sans y être préalablement autorisé.

Article 20 - Le présent règlement d'eau pourra être à tout moment révoqué ou modifié dans les conditions fixées par les articles 14 et 15 du décret n° 93-742 susvisé.

Article 21 - Il sera établi autour de la retenue créée par le barrage un périmètre de protection immédiat et un périmètre rapproché, en application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié, conformément aux indications des plans et des états parcellaires ci-joints.

Pour établir le périmètre de protection immédiat, la collectivité se rendra propriétaire des terrains riverains au minimum jusqu'au niveau des plus hautes eaux (51,60 m IGN) et au minimum sur 5 mètres en projection horizontale comptée à partir de la cote 50 m IGN. Les parties de rives accessibles au bétail seront clôturées et le Syndicat équipera les prairies limitrophes d'abreuvoirs.

Article 22 - Une servitude frappera les terrains limitrophes de ceux acquis par le Syndicat suivant les dispositions ci-après, dans le périmètre de protection rapproché :

22.1 Il sera interdit de créer des voies de communication accessibles aux véhicules à moteur, sauf celles nécessitées par le rétablissement des communications existantes. La circulation de tous les véhicules à moteur et leur stationnement sont interdits à l'exception du transit sur les voies publiques et des nécessités liées à l'activité agricole.

22.2 Il sera interdit de forer des puits, ouvrir et exploiter des carrières, de remblayer des excavations.

22.3 Toute construction neuve sera interdite.

Cependant sont autorisées les constructions liées aux prélèvements, à la production d'eau potable, à la protection et à la gestion du plan d'eau.

Tout changement de destination des bâtiments existants est interdit.

Pour les habitations existantes, les travaux d'amélioration et d'extension limités sont toutefois admis, à condition de ne pas augmenter le nombre de logements.

Les eaux usées, après traitement préalable, seront éliminées par épandage souterrain ou en cas d'impossibilité technique par application de la réglementation en vigueur mais avec interdiction de tout rejet.

Pour les bâtiments d'élevage existants, les travaux d'amélioration sont autorisés dans le volume des bâtiments déjà consacrés à l'élevage. Ces modifications ne devront pas augmenter la capacité de l'élevage ni aggraver les risques (par exemple des canards ne peuvent être substitués à des poulets).

Pour les autres bâtiments existants, les travaux d'amélioration sont autorisés.

Aucune forme de rejet ne sera autorisée.

Tout dépôt est interdit y compris fumier, lisier et ensilage. Cependant les cuves à fuel, avec cuvette de rétention étanche de volume supérieur à la cuve et placées sous abri, sont autorisées. Sont conservés les dépôts existants de petite capacité, mis en conformité et liés aux élevages maintenus.

La pratique du camping est interdite.

22.4 L'utilisation des produits phytosanitaires est interdite. L'épandage du fumier et du lisier est interdit. L'élevage de plein air est interdit. Seul le pâturage naturel est autorisé ; ainsi les bêtes sont retirées dès que l'herbe à pâturer a été consommée et il n'est pas fait d'apport artificiel de fourrage. Sur prairie permanente l'herbe non pâturée est fauchée 2 fois par an.

22.5 La création de fossés d'évacuation directe d'eau de ruissellement dans la retenue est soumise à autorisation du Syndicat qui pourra réclamer les dispositifs de protection de la qualité.

Article 23 - Périmètre éloigné :

Le périmètre de protection éloigné est défini par le bassin versant de la Vourais à l'amont du barrage. Dans ce périmètre, le Syndicat d'Alimentation en Eau Potable réalisera des opérations de réduction des pollutions ponctuelles ou diffuses avec des incitations financières et des actions de communication et de conseil ciblées, notamment au niveau des documents d'urbanisme. Un rapport sur ces actions sera présenté au Conseil Départemental d'Hygiène sous 3 ans à compter de la signature du présent arrêté.

Article 24 - Utilisation du plan d'eau

Elle sera soumise aux prescriptions suivantes :

24.1 La baignade est interdite.

24.2 Le motonautisme sera interdit à l'exception des bateaux à moteur électrique.

La navigation à rames et à voile, ainsi que des pédalos, pourra être autorisée dans les zones réservées à cet effet.

24.3 La pêche aux moyens de lignes et de balances à écrevisses pourra être autorisée, sous réserve que soit respectée la législation en la matière.

24.4 La chasse sera interdite.

24.5 Le pompage par installation mobile est interdit. Le pompage par installation fixe est soumis à autorisation spéciale du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Plaine de LUCON et à une redevance.

Article 25 - L'utilisation de l'eau prélevée dans la retenue en vue de la consommation humaine fait l'objet des dispositions suivantes :

- Le prélèvement d'eau est effectué par un dispositif de prise placé sur le parement amont du barrage et décrit à l'article 5 du présent arrêté. Le traitement de l'eau s'effectuera à l'usine de l'Angle-Guignard.

Article 26 - Pour les activités y compris les élevages maintenus, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans le périmètre de protection rapproché prévu à l'article 21, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution dudit périmètre dans un délai de 2 ans et dans les conditions précédemment définies.

Article 27 - Le Président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Plaine de LUCON est autorisé à acquérir soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation les immeubles nécessaires à la réalisation du projet.

Article 28 - L'expropriation devra être accomplie dans le délai de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 29 - Pour cette opération, le maître de l'ouvrage sera tenu de remédier aux dommages causés aux exploitations agricoles dans les conditions prévues par l'article L.23-1 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article 30 - Le présent arrêté emporte la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de BOURNEZEAU, en tant qu'il est incompatible avec l'opération déclarée d'utilité publique à l'article 1^{er} ci-dessus. En application de l'article R.123-36 du Code de l'urbanisme, le plan d'occupation des sols précité sera mis à jour en conformité avec les plans de zonage, les extraits du règlement et les listes des emplacements réservés annexés au présent arrêté.

Article 31 - Le maître d'ouvrage sera tenu d'indemniser tous les dommages causés aux tiers et en particulier aux exploitations agricoles.

Article 32 - Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 11 et 24.5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par l'article 15 de la loi n° 92-3 susvisée.

Article 33 - Les prescriptions énoncées à l'article 11 du présent arrêté sont applicables sur un délai de deux ans. A l'issue de cette période, le bénéficiaire du débit affecté devra avoir effectué les démarches prévues par le décret n° 96-626 susvisé.

Article 34 - Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge du Président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Plaine de LUCON,

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés, notamment par l'établissement des périmètres de protection,
- d'autre part, publié à la conservation des hypothèques du département de la Vendée.

Article 35 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Président du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Plaine de LUCON, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Equipement, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, les maires de BOURNEZEAU et ST HILAIRE LE VOUHIS, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté n° 97-DRLP-38, dont ampliation leur sera notifiée et dont mention sera faite au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à LA ROCHE-SUR-YON, le 23 JAN. 1997

Le Préfet,

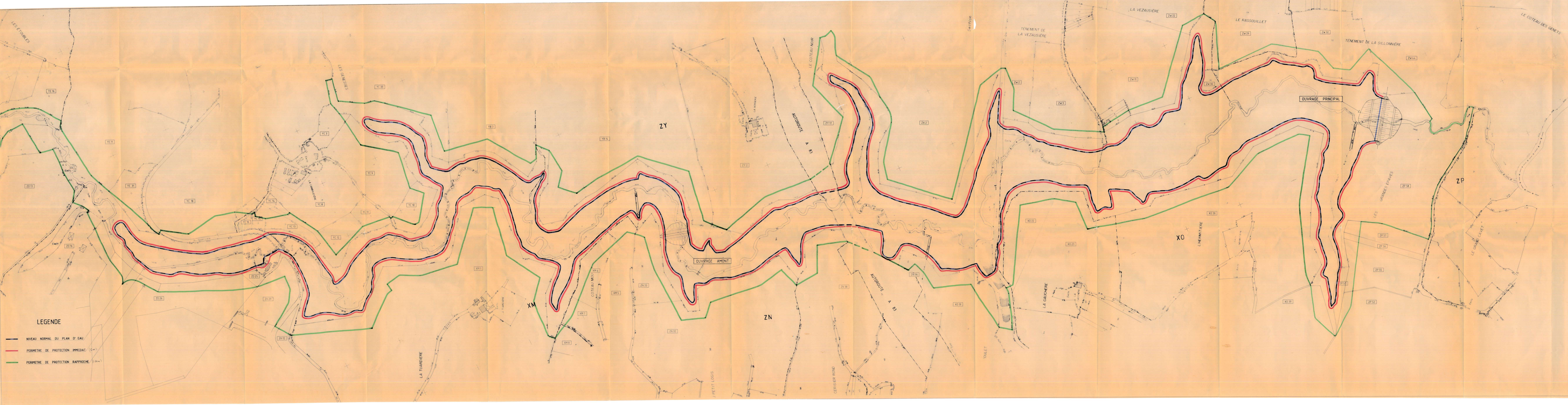


Pierre MIRABAUD



CHARLES

DEPARTEMENT DE LA VENDEE
 SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA PLAINE DE LUCON
 BARRAGE DE LA SILLONNIERE
 SUR LA VOURAIE
 PLAN GENERAL DES TRAVAUX
 SERVICE HYDRAULIQUE
 Dessiné par SOULLAND J.
 Dessiné par AVAIL Gérard
 Echelle : 1/2000
 Etabli le NOVEMBRE 1995
 DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
 14 Place de la Vendée 85000 LA ROCHE SUR YON 51-45-85-00



LEGENDE
 — NIVEAU NORMAL DU PLAN D'EAU
 — PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE (5m)
 — PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHE (1.50m)

Pièce no 5a
 PLAN NO 16
 14 Place de la Vendée 85000 LA ROCHE SUR YON 51-45-85-00